

## DERNIERE ETAPE DE LA REFORME DU DROIT DES CONTRATS

La loi de ratification de l'ordonnance portant réforme du droit des contrats (la "**Loi**") a enfin été adoptée. Celle-ci apporte certaines modifications au droit des contrats.

### CONTEXTE

La Loi a été publiée au journal officiel le 21 avril 2018 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036825602&dateTexte=&categorieLien=id>

Elle modifie plusieurs dispositions introduites par l'ordonnance n°2016-131 ("Ordonnance") en particulier concernant : (i) le contrat d'adhésion, (ii) le dol, (iii) la capacité des personnes morales, (iv) les règles de représentation, (v) le contrat de prestation de service, (vi) le déséquilibre significatif au sens du Code civil, (vii) l'imprévision, (viii) les sanctions de l'inexécution du contrat, (ix) la cession de dette et (x) l'application dans le temps de la Loi.

#### Le contrat d'adhésion

La Loi modifie la définition du contrat d'adhésion qui désormais est celui "*qui comporte un ensemble de clauses non négociables, déterminées à l'avance par l'une des parties*". Cette nouvelle définition sera probablement sujette à interprétation.

#### Le dol

La Loi introduit une limite à la qualification de dol en reconnaissant que "*ne constitue pas un dol le fait pour une partie de ne pas révéler à son cocontractant son estimation de la valeur de la prestation*". Cet ajout consacre la jurisprudence antérieure à l'Ordonnance.

#### La capacité des personnes morales

La Loi revient à l'orthodoxie en supprimant la limitation de la capacité des personnes morales aux actes utiles à la réalisation de leur objet tel que défini par leurs statuts et aux actes qui leur sont accessoires. Cette limitation avait suscité de vives incertitudes quant à son application. Désormais, la capacité des personnes morales est simplement "*limitée par les règles applicables à chacune d'entre elles*".

#### Points principaux

- Entrée en vigueur de la Loi : 1<sup>er</sup> octobre 2018
- Nouvelle définition du contrat d'adhésion
- Limitation apportée à la qualification de dol
- Suppression de la limitation relative à la capacité des personnes morales
- Impossibilité de représenter, dans un contrat, plusieurs personnes physiques en opposition d'intérêt
- Résolution possible du contrat de service en cas d'abus dans la fixation du prix par le créancier
- Limitation du champ d'application du déséquilibre significatif à certaines clauses
- Exclusion de l'imprévision pour les obligations résultant d'opérations sur les titres et les contrats financiers
- Précisions des conditions dans lesquelles le créancier peut obtenir une réduction du prix pour exécution imparfaite
- Obligation d'un écrit en cas de cession de dette
- Non application des dispositions d'ordre public aux contrats en cours

### **Les règles de représentation**

La Loi vient clarifier l'incertitude créée par l'article 1161 du Code civil dans sa rédaction issue de l'Ordonnance. Désormais, l'article régit uniquement la représentation des personnes physiques et dispose qu'en cette matière, "*un représentant ne peut agir pour le compte de plusieurs parties au contrat en opposition d'intérêts*".

### **Le contrat de prestation de service**

Conformément à l'Ordonnance, dans le cadre d'un contrat de prestation de service, le prix peut être fixé par le créancier, lorsqu'il n'a pas été déterminé par les parties, avant l'exécution des prestations. La Loi ajoute qu'en sus des dommages et intérêts il sera possible de demander au juge la résolution du contrat en cas d'abus dans la fixation du prix. La Loi aligne ainsi, sur ce point, le régime du contrat de prestation de service sur celui du contrat cadre prévu à l'article 1164 du Code civil.

### **Le déséquilibre significatif au sens du Code civil**

La Loi précise la nature des clauses qui peuvent être réputées non écrites car créant un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties. Désormais, ne sera réputée non écrite que la clause "*non négociable, déterminée à l'avance par l'une des parties*" qui crée un déséquilibre significatif.

### **L'imprévision**

La Loi prévoit désormais une exclusion à l'application du régime de l'imprévision. Ainsi, l'article L. 211-40-1 nouveau du Code monétaire et financier écarte l'application de l'article 1195 du Code civil "*aux obligations qui résultent d'opérations sur les titres et les contrats financiers mentionnés aux I à III de l'article L. 211-1*" du Code monétaire et financier.

### **Les sanctions de l'inexécution du contrat**

La Loi remanie l'article 1223 du Code civil. Dorénavant, en cas d'exécution imparfaite d'une prestation, le créancier ne pourra en réduire proportionnellement le prix que s'il a obtenu l'autorisation du débiteur relativement à cette réduction. Si le créancier a déjà payé la prestation et à défaut d'accord entre les parties, il pourra saisir le juge pour demander une réduction de ce prix.

### **La cession de dette**

La Loi impose que la cession de dette soit constatée par écrit, à peine de nullité de la cession.

### **L'application dans le temps de la Loi**

La Loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et a vocation à régir tous les contrats conclus à compter de cette date. Elle précise en outre que les dispositions d'ordre public de l'Ordonnance ne s'appliquent pas aux contrats conclus avant l'entrée en vigueur de l'Ordonnance.

## THE LAST STEP OF THE REFORM OF FRENCH CONTRACT LAW

The ratification act for the contract law reform ordinance (the "**Law**") has been finally passed. It brings some modifications to the contract law.

### CONTEXT

The Law was published in the Official Journal on 21 April 2018 and comes into force on 1 October 2018.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036825602&dateTexte=&categorieLien=id>

It modifies several dispositions introduced by the ordinance no 2016-131 (the "**Ordinance**") especially: (i) "standard-form" contracts ("*contrats d'adhésion*"), (ii) fraudulent maneuver or lies to obtain contractor consent ("*dol*"), (iii) capacity of legal entities, (iv) the rules of representation (v) service contracts, (vi) the significant imbalance under Civil Code, (vii) hardship ("*l'imprévision*"), (viii) certain remedies for contractual breach, (ix) assignment of debts, and (x) the Law enforcement over time.

### The "standard-form" contracts

The Law provides a new definition of "standard-form" contracts, i.e. contracts containing "*a set of non-negotiable clauses, determined in advance by one of the parties*". This new definition is likely to create interpretations.

### The *dol*

The Law narrows the scope of *dol* by introducing an exception. It is now expressly provided that, failing to disclose to the other party one's estimation of the value of the subject matter does not constitute a *dol*. This constitutes a codification of previous case law.

### The capacity of legal entities

The Law comes back to the traditional interpretation. In the Ordinance, the capacity of a legal entity was limited to the acts necessary for the fulfillment of its statutory object and its accessory acts. This limitation raised considerable uncertainty regarding its application. From now on, the capacity of legal entities will just be "*limited by the rules applicable to each of them.*"

### Key aspects

- Entry into force of the Law into forces on 1 October 2018
- A new definition of "standard-form" contracts
- A specific limitation on the qualification of *dol*
- Deletion of the limitation previously added regarding the capacity of legal persons
- Impossibility to represent, in a contract, several natural persons in conflicting interests
- The possible termination of a service contract in case of abuse by the creditor in the fixing of the price
- Limitation of the scope of significant imbalance to certain clauses
- Hardship does not apply to obligations arising from transactions on financial securities and financial contracts
- Accuracies regarding the conditions in which the creditor may obtain a price reduction in case of incomplete performance
- An assignment of debt must be in writing
- Inapplicability of public policy provisions arising from the Law to ongoing contracts

### **The rules of representation**

The Law shed light on the uncertainty created by the article 1161 of the Civil Code in its wordings resulting from the Ordinance. From now on, article 1161 of the Civil Code governs only the representation of natural persons and stipulates that in this matter a representative cannot act in a contract on behalf of several parties in conflicting interests.

### **Service contracts**

According to the Ordinance, in the context of a service contract, when the price has not been fixed by the parties before the performance of the services, the price may be established by the creditor. The Law adds that, in addition to damages, it will be possible to request to the judge a termination of the contract in the event of an abuse in the fixing of the price. On this point, the Law harmonizes, the service contracts provisions with the rules applied to framework contracts provided for in Article 1164 of the Civil Code.

### **The significant imbalance under Civil Code**

The Law specifies the kind of clauses that may be deemed unwritten because they create a significant imbalance between the rights and obligations of the parties. From now on, only "non-negotiable, determined in advance by one of the parties" clauses that create a significant imbalance will be deemed unwritten.

### **Hardship**

The Law excludes the application of the hardship ("*imprévision*") regime introduced by the Ordinance for "*obligations arising from transactions on financial securities and financial contracts referred to in I to III of Article L. 211-1*" of the Monetary and Financial Code (new Article L. 211-40-1 of the Monetary and Financial Code).

### **Remedies for contractual breach of contract**

The Law has substantially amended Article 1223 of the Civil Code. In the event of incomplete performance, the creditor may proportionally reduce the price only if he has not already paid all or part of the price and if it has obtained the other party's authorization. If the creditor has already paid the price and in absence of an agreement between the parties, the creditor can appeal to the judge to request a reduction of the price.

### **Assignment of debt**

The Law requires that assignment of debt be recorded in writing, failing which the assignment will be void.

### **The Law enforcement over time**

The Law comes into force on 1 October 2018 and applies to all contracts executed after that date. It further states that the public policy provisions of the Ordinance do not apply to contracts concluded before the Ordinance entry into force.<sup>2</sup>

## CONTACTS

**Dessi Savova**  
Partner

**T** + 33 1 4405 5483  
**E** Dessislava.Savova  
@cliffordchance.com

**Alexander Kennedy**  
Counsel

**T** + 33 1 4405 5184  
**E** Alexander.Kennedy  
@cliffordchance.com

**Olivier Gaillard**  
Counsel

**T** + 33 1 4405 5297  
**E** Olivier.Gaillard  
@cliffordchance.com

**Diego de Lammerville**  
Partner

**T** + 33 1 4405 2448  
**E** Diego.deLammerville  
@cliffordchance.com

**Thibaud d'Alès**  
Partner

**T** + 33 1 4405 5362  
**E** Thibaud.dales  
@cliffordchance.com

This publication does not necessarily deal with every important topic or cover every aspect of the topics with which it deals. It is not designed to provide legal or other advice.

[www.cliffordchance.com](http://www.cliffordchance.com)

Clifford Chance, 1 rue d'Astorg, CS 60058,  
75377 Paris Cedex 08, France

© Clifford Chance 2018

Clifford Chance Europe LLP est un cabinet de sollicitors inscrit au barreau de Paris en application de la directive 98/5/CE, et un limited liability partnership enregistré en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro OC312404, dont l'adresse du siège social est 10 Upper Bank Street, London, E14 5JJ.

Abu Dhabi • Amsterdam • Barcelona • Beijing • Brussels • Bucharest • Casablanca • Dubai • Düsseldorf • Frankfurt • Hong Kong • Istanbul • London • Luxembourg • Madrid • Milan • Moscow • Munich • Newcastle • New York • Paris • Perth • Prague • Rome • São Paulo • Seoul • Shanghai • Singapore • Sydney • Tokyo • Warsaw • Washington, D.C.

Clifford Chance has a co-operation agreement with Abuhimed Alsheikh Alhagbani Law Firm in Riyadh.

Clifford Chance has a best friends relationship with Redcliffe Partners in Ukraine.